

Communication au colloque "Territoires ruraux et développement", Paris, 28 avril 1994. in *Territoires ruraux et développement, Quel rôle pour la recherche ?*, CEMAGREF-Editions, Association Descartes, 1994, pp. 162-166.

LE CONCEPT DE RURALITE A L'EPREUVE DU CHANGEMENT SOCIAL

Jean-Claude BONTRON
Directeur de la SEGESA

Si la fin des paysans est aujourd'hui consommée, celle du monde rural n'est pas acquise malgré les discours de dramatisation qui, depuis des années, l'annoncent et l'emprise de plus en plus grande du fait urbain sur l'espace et la société.

Le rural comme catégorie de l'analyse économique, sociale et territoriale a fonctionné, pendant longtemps, sur des bases plus ou moins bien cernées par l'appareillage statistique, mais implicitement admises. Il est vrai que, très largement utilisé dans le langage courant aussi bien que dans le discours politique, la pratique administrative et la recherche en sciences sociales, le concept bénéficie d'une ancienneté et d'une universalité qui sont incontestables.

Il peut sans doute paraître iconoclaste de poser le problème de la validité d'une telle notion alors même qu'elle se trouve au coeur de nombreux débats d'actualité. Le rural recouvre-t-il encore une réalité compte tenu de la recomposition qui affecte la société et son territoire, le chercheur qui l'utilise ne travaille-t-il pas sur un objet en voie de disparition ? Même s'il est admis que rural et agricole ne doivent pas être confondus, l'interrogation se justifie, trois raisons au moins nous y poussent.

Le milieu rural, sa population, son économie, son organisation, et plus encore sa place dans la société contemporaine ont connu des changements qui ne peuvent que profondément transformer sa signification et le schéma traditionnel de son fonctionnement.

Des critiques nombreuses, venant aussi bien de certains milieux scientifiques que de professionnels de l'aménagement et de politiques, se développent à propos de la pertinence de cette catégorie, pour la recherche comme pour l'action.

Les outils statistiques actuellement en usage, créés en 1846 et qui n'ont subi que peu de modifications, semblent devenir inadaptés face à l'interpénétration croissante de la ville et de la campagne, et à la montée du phénomène de périurbanisation.

Que répondre à cette série d'interrogations ?

Examinons d'abord les trois dimensions fondatrices de la notion de ruralité.

La première s'appuyait sur l'idée d'une ruralité fortement structurée par les activités agricoles et la société paysanne. La forte diminution du nombre des agriculteurs aussi bien que l'installation croissante dans les zones rurales de nouvelles populations ne peuvent que la remettre en cause. Vers 1950, les agriculteurs représentaient 60% des actifs ruraux ; au recensement de 1990, ils ne sont plus que 8% des ménages et 20% de la population si l'on y inclut les retraités. Certes, l'agriculture gère 60% du territoire et représente encore plus du quart des emplois offerts dans les communes rurales, mais les agriculteurs y sont aujourd'hui minoritaires et le seront de plus en plus, si l'on prend en compte le fait que la moitié d'entre eux doit disparaître dans les vingt prochaines années.

La seconde mettait en avant la spécificité du système de valeurs (la famille, la propriété de la terre, un certain conservatisme...) et du mode de vie (l'auto-consommation, les solidarités villageoises...) comme identifiant une société rurale différente de la société urbaine. Avec les ruptures des comportements démographiques, des pratiques sociales et des modèles culturels qui ont caractérisé l'évolution récente des familles rurales, cette spécificité a virtuellement disparu. Toutes les enquêtes s'accordent d'ailleurs pour dire que l'on va vers une uniformisation des pratiques de consommation et des aspirations des individus, qu'ils résident en ville ou à la campagne, du moins à niveau de revenus comparable.

Reste l'entrée "géographique" qui identifie les espaces ruraux comme issus de formes particulières de colonisation, principalement fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, un usage extensif du territoire, une artificialisation réduite des sols, ayant pour corollaires la dispersion et la faible densité du peuplement, ainsi que des valeurs foncières très inférieures à celles des villes. L'évolution récente, malgré la diversification des fonctions de l'espace rural, n'a que peu modifié cet état de chose, et l'écart avec les villes dans ce domaine s'est vraisemblablement accru.

Cet examen débouche donc sur une conclusion nuancée : le concept traditionnel de ruralité est effectivement ébranlé, mais la dernière entrée demeure pertinente et justifie que l'on puisse continuer à parler d'espace rural plutôt que de société rurale.

Doit-on, pour répondre à certaines critiques, éliminer purement et simplement cette notion des catégories de l'analyse sociale ? Il me semble que non pour tout un ensemble de raisons.

On peut, en premier lieu, se demander s'il est bien raisonnable de songer à abandonner cette notion au moment même où plusieurs organisations internationales, Commission Européenne, OCDE, se penchent sur la question de l'harmonisation des définitions du rural, engagent des exercices de prospective sur son devenir, formulent des politiques pour lui assurer un développement durable ? Mais plus encore :

Une proportion de plus en plus grande des ruraux a choisi son milieu de vie, même si ce choix, largement impulsé par la volonté d'accession à la propriété, doit en partie à l'imaginaire. Les habitants du milieu rural, y compris les nouveaux venus, revendiquent d'ailleurs presque toujours leur appartenance à la ruralité et sont parfois prêts à en défendre certains des attributs. Dans la tendance qui s'affirme aujourd'hui pour la multi-résidence et la multi-appartenance aux lieux, la campagne occupe de toute évidence une place privilégiée.

De nombreux groupements et associations se réfèrent à ce concept, rassemblés autour de la famille, de professions (médecins, notaires), du tourisme, du travail social, de l'animation culturelle, des élus, des chercheurs... La liste pourrait être longue, et il ne s'agit pas là d'institutions passivistes, beaucoup ont des problématiques et des pratiques tout à fait ancrées dans les questions de la société contemporaine. Les syndicats agricoles eux-mêmes ont aujourd'hui totalement intégré la dimension rurale.

Le monde rural reste le support de nombreuses revendications cristallisées autour de la défense d'un ensemble de valeurs patrimoniales, aussi bien que de la volonté d'être reconnu comme une forme moderne de l'organisation sociale et d'être pleinement intégré au processus global de développement, au même titre que les villes. Il est symptomatique de constater qu'à l'heure de la métropolisation et de la mondialisation le thème du rural reste très présent dans

les réflexions prospectives sur l'aménagement du territoire, comme en témoignent à la fois le récent rapport de la Mission sénatoriale présidée par Jean François-Poncet et le grand débat lancé par la DATAR.

Enfin, on peut dire qu'en dépit de la transformation des pratiques agricoles, des paysages, des villages et de leur population, la campagne et, plus largement, le milieu rural, se renforcent et se valorisent comme catégorie des représentations. Les contenus sont sans doute différents selon les groupes d'individus et les pays, privilégiant tantôt la nature, le cadre de vie, le patrimoine ou l'alternative à la crise, mais la différence avec le milieu urbain est toujours présente.

Tous ces arguments militent, à notre sens, pour ne pas placer ce concept au rang des accessoires devenus inutiles. Il occupe encore une position forte dans le débat social, et peut la conserver à condition d'y intégrer ses nouvelles significations.

Quant à la question de la définition statistique elle est loin d'être inédite. Elle a déjà été maintes fois posée par des commissions officielles (notamment celle de l'Espace rural lors de la préparation du VI^e Plan), par les aménageurs, par les chercheurs et par les ruralistes eux-mêmes. Sans entrer véritablement dans ce débat, trois remarques peuvent être formulées.

Dans une comparaison internationale des définitions utilisées pour identifier les territoires ruraux, celle de la France, avec son seuil des 2000 habitants, apparaît bien restrictive. Ainsi, les experts du groupe de travail de l'OCDE se sont accordés sur le critère de la densité comme étant le plus à même d'illustrer la ruralité, et sur le seuil de 150 habitants/km² pour en tracer la limite. Les tenants du "aujourd'hui tout est urbain" appliqué au territoire français apparaissent donc particulièrement décalés lorsqu'on sait, par exemple, que des pays comme la Belgique ou les Pays-Bas revendiquent la permanence d'espaces ruraux.

Il faudrait créer une vraie catégorie intermédiaire entre le rural et l'urbain ; une catégorie différente de celle découlant de l'application de la définition des ZPIU (Zones de Peuplement Industriel ou Urbain) par l'INSEE qui conduit à confondre l'accroissement de la mobilité individuelle avec le processus d'urbanisation. Cerner correctement les espaces de périurbanisation est devenu une nécessité pour y voir clair dans les dynamiques territoriales qui affectent aujourd'hui les villes comme les campagnes.

Enfin, il faut comprendre que la ruralité nouvelle qui est en construction sous nos yeux n'est plus le produit de la société paysanne ni un ensemble d'espaces en voie d'abandon. Elle reste certes le lieu d'extension privilégié de l'agriculture et de la forêt, mais devient aussi celui de la diffusion d'un certain nombre d'activités non agricoles, d'une offre résidentielle particulière, d'un patrimoine et de paysages à préserver, d'identités territoriales et de liens sociaux. Système complexe, combinant dans des rapports variés les fonctions évoquées ci-dessus, il est producteur de diversités. Au delà de la définition, il faut donc développer des typologies, seules à même de rendre compte de ces diversités et de leurs significations.

Il est clair que le rural est soumis aux mêmes questions que la ville dans ses rapports au changement social. Mais ceci n'exclut pas que, à condition d'être débarrassée de ses références au modèle ancien et redéfinie d'une manière moderne, cette notion puisse continuer à tenir sa place dans le débat public et à la recherche scientifique.

Quelques références pour confronter des points de vue sur cette question

M. BODIGUEL, *Le Rural en question*. Paris, L'Harmattan, 1986 (Coll. Alternatives paysannes).

J. BONNAMOUR, *Géographie rurale. Position et méthode*. Paris, Masson, 1993.

J.C. BONTRON, *Le fait rural en France. Propos critiques sur sa définition*, *Les cahiers de Fontenay*, mai 1976, pp. 123-142

P.H. CHOMBART DE LAUWE, *La fin des villes, mythe ou réalité*. Paris, Calmann-Lévy, 1982.

Les études rurales sont-elles en crise ? Actes de la table-ronde de Gif-sur-Yvette, novembre 1986. Numéro spécial du bulletin de l'Association des Ruralistes Français, 41-42.

B. KAYSER, Chapitre 1, *La ruralité*, pp. 11-45 in *La renaissance rurale, Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, A. Colin, 1990.

N. MATHIEU, *La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts*. *Economie rurale*, n° 196, mai-juin 1990.

H. MENDRAS, *La fin des paysans*, Paris, Sedeis, 1967 (Futuribles), 2^{de} édition Paris, A. Colin, 1970.